DIAL 3182 - Dossier « Entreprises récupérées »

BRÉSIL - Flaskô, usine sous contrôle ouvrier

Revue *Mu*

lundi 13 février 2012, mis en ligne par Dial

Les trois premiers articles de ce numéro font retour, dix ans après, sur les processus de récupération d'entreprises en faillite par leurs salarié-e-s, en Argentine – à partir de la crise de 2001 – et au Brésil, et aux expériences autogestionnaires qui s'ensuivent. Les trois textes sont issus du numéro 48 de la revue Mu (septembre 2011).

Après huit ans d'occupation de l'usine, la durée du travail hebdomadaire est passée à 30 heures, ils gagnent plus que les ouvriers des entreprises conventionnelles et ils ont récupéré leur clientèle

Peut-être que le monde est en train de devenir une répétition à l'infini des mêmes décors. Les aéroports sont tous identiques ou presque, les hôtels, les passages pour piétons, les zones urbaines, les périphériques, le paysage des banlieues. C'est aussi comme ça dans les banlieues de la puissante São Paulo, principal moteur du nouveau rôle économique de premier plan que joue le Brésil à l'échelle mondiale. De là, le voyage nous conduit à Campinhas, puis à Sumaré et on arrive dans le quartier ouvrier qui entoure l'entreprise Flaskô, Industrie d'emballages. En entrant à Flaskô on est surpris par un triple phénomène de magie : les travailleurs réunis en assemblée

– 1. démontrent qu'il est possible de travailler sans patron ni gourou gestionnaire,
– 2. rendent viable une usine qui, lorsqu'elle était gérée par des chefs d'entreprise, n'était pas considérée comme telle,
– 3. Et s'en tirent bien. Et même plutôt mieux que bien.

Moins de travail et plus de gains

Manuel est un métis de 44 ans, deux enfants et un sourire éclatant. « Nous sommes très contents. Ça fait 20 ans que je travaille ici, mais l'étape actuelle, c'est mieux que du temps des patrons. On est plus tranquille »

Flaskô fabrique des bidons, des barils, des récipients de toutes sortes en polyéthylène (de 20 à 200 litres) de haute densité, très légers, qui servent pour le stockage et le transport de produits chimiques, et cette usine bénéficie du contrôle qualité et de l'aide technique de l'entreprise allemande Mauser Werke. Elle vend 5000 unités par mois, fait un chiffre d'affaire de 500 000 réaux [1] et emploie 70 ouvriers.

Le salaire minimum des travailleurs n'est jamais inférieur à 1200 réaux mensuels [525 euros], alors qu'il est de 800 réaux [350 euros] dans les usines traditionnelles. Fernando Martins fait partie de la Commission de mobilisation : « Il y a quelques écarts de salaire en faveur de quelques ouvriers spécialisés (par exemple, de 1200 à 1700 réaux) mais jamais autant que dans les usines capitalistes ».

Les décisions, y compris sur les salaires, sont prises en assemblées générales qui, une fois par mois, débattent et votent sur les sujets importants. Le quotidien est géré par le Conseil d'usine composé de 13 représentants, un pour chaque secteur, plus un coordinateur du Conseil, Pedro Santinho. L'avocat de

Flaskô, Alexandre Mandl : « Nous avons fait une série d'études et d'évaluations et nous avons réussi à faire baisser la durée hebdomadaire du travail de 44 heures (horaire fixé par la loi) à 30 heures, soit 6 heures de travail par jour sans diminution de salaire. De plus, depuis que les ouvriers assurent la gestion, il n'y a pas eu d'accident du travail, pas un ».

Et en plus, le logement

Comment arrive-t-on à travailler moins et à gagner plus ? Fernando nous explique : « Le problème est que dans les entreprises conventionnelles, le bénéfice patronal est tellement énorme qu'il rafle tous les bénéfices, la plus-value. Alors qu'ici, les bénéfices reviennent aux travailleurs ».

Flaskô est une usine qui a pris aussi d'autres initiatives, comme d'utiliser les terrains lui appartenant pour construire des logements pour la communauté.

Alexandre : « 60% au moins du terrain était inoccupé. Or les gens ont besoin de logements et pour nous, c'est une façon de consolider l'occupation. Nous occupons le terrain avec la communauté. Les constructions servent au logement des travailleurs et non à la spéculation ou à la vente. 564 familles habitent ici et elles ont construit leur propre maison ».

Et si ça fait tache d'huile ?

Au cours de cette visite, nous n'avons pu découvrir d'autres expériences parmi les plus de 200 coopératives qui gèrent des usines qui avaient fait faillite. Mandl s'exprime avec prudence : « Avec certaines usines nous avons de bonnes relations, mais le problème c'est qu'on leur a fait endosser la dette des patrons, entre autres choses ; ils sont beaucoup sous la coupe de l'Etat, et à peine 12% survivent au-delà de deux ans. C'est vrai que nous, on n'est pas parfaits, mais ça fait huit ans que l'on accumule les acquis, les avancées et que de nombreux camarades ont pu partir à la retraite ».

Les travailleurs ont aussi créé l'Usine de la culture et des sports, où l'on peut étudier le dessin, le théâtre, la musique, la langue espagnole, la danse de salon, la danse classique ou le jazz. Et, pour ce qui est des sports : la capoeira, le judo, le football pour tous les âges, le volley-ball, sans oublier les échecs. Il y a aussi des cycles au cinéma Flashôplex, des fêtes de reggae, du hip hop, de la musique électronique, des expositions.

Joan, 34 ans, ouvrier à Flaskô depuis 14 ans : « J'aime le foot mais ici, j'ai découvert la lecture, le théâtre, le cinéma. Moi je ne connaissais presque rien. Mais j'ai changé, et maintenant je préfère ça au foot ».

Un des juges qui avait ordonné l'intervention judiciaire il y a quelques années s'interrogeait sur cette tendance au contrôle des usines par les travailleurs : « Vous vous imaginez si ça fait tache d'huile ? »

Alexandre : « Nous, nous voulons justement que ça devienne contagieux, que ça se propage ».

Qui commande ?

L'usine faisait partie d'un grand ensemble d'usines dirigé par les familles Hansen et Batschauer principalement, qui se sont retrouvées avec 65 procès pour fraude, évasion fiscale et non-paiement des cotisations sociales employeurs.

Pedro Santinho : « C'est en assemblée générale que fut décidée l'occupation de l'usine, juste avant Noël 2002. Même les agents de sécurité embauchés par l'entreprise ont participé au vote ». Le premier janvier 2003, Lula da Silva, ex-ouvrier de la métallurgie, accédait à la présidence du Brésil. « Il nous a dit que la nationalisation sous contrôle de l'État ne faisaient pas partie de son programme mais qu'il défendait les postes de travail. On a obtenu la session de l'usine aux travailleurs d'abord pour 30 jours puis pour une durée indéterminée ». La Banque de développement économique et social du Brésil (BNDES) elle-même déclara que la meilleure solution pour ces usines-là était la nationalisation : l'État restait propriétaire des biens et les ouvriers assumaient la gestion de l'unité de production. Lula n'accepta pas cette proposition

et la machine judiciaire se mit en marche jusqu'aux arrêtés d'expulsion.

Il y a eu un accord avec le Venezuela pour la construction de logements en matériaux plastiques. Comment ?... Des usines aux mains des ouvriers qui négociaient avec Chávez ? La campagne médiatique a été extrêmement virulente et créa, en 2007, un climat propice à la saisie des deux entreprises que l'on considère comme les sœurs aînées de Flaskô : Clipa et Interfibra (presque 1000 travailleurs à elles deux) ; cette saisie fut exécutée par 200 policiers fédéraux, et s'accompagna d'une liste de licenciements. C'est grâce aux lenteurs de la bureaucratie judiciaire que Flaskô fut épargnée lors de cette première attaque.

« Ça nous a donné du temps pour nous organiser et nous défendre ». Résultat pour les deux usines saisies : sur les 1000 ouvriers, ils n'en ont gardé que 250 qui reçoivent des salaires inférieurs et qui travaillent 44 heures par semaine.

Pedro Santinho, à la tête de l'association civile qui gère l'usine, est issu du parti Gauche marxiste et ne travaillait pas à Flaskô. Je demande à Fernando si ceci n'est pas contraire au postulat selon lequel ce sont les travailleurs de l'usine eux-mêmes qui en assurent la gestion. « Non, parce qu'ici, c'est l'ensemble du personnel qui décide. Pedro a toujours été de notre côté, il sait ce que signifie avoir faim, il a souffert comme nous, il est l'un des nôtres. Et ce sont les travailleurs qui l'ont élu. Mais aussi, bien sûr, les postes de direction sont révocables, c'est-à-dire que l'assemblée est souveraine ».

Plus d'informations

www.flasko.blogspot.com
www.memoriaoperaria.org.br

Courriel : pedro.santinho[@]uol.com.br

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3182.
– Traduction de Michelle Savarieau pour Dial.
– Source (espagnol) : revue *Mu*, n° 48, septembre 2011.

En cas de reproduction, mentionner au moins la source, la traductrice, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] La monnaie brésilienne – note DIAL.